

Rôle de la Section S&R

La section Stabilisation et Relèvement (S&R) appuie la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général (RSASG), Coordonnatrice Résidente (CR) et Coordonnatrice Humanitaire (CH) dans ses fonctions de pilotage de la contribution des Nations Unies aux efforts de reconstruction au Mali.

S&R promeut les synergies entre la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les autres partenaires internationaux, en faveur des communautés les plus touchées par le conflit, notamment au nord et au centre du Mali.

Avec ce bulletin mensuel, nous restituons les plus récentes avancées et activités au nord du Mali en termes de stabilisation et de relèvement. Le public visé rassemble les principaux partenaires de la section dont les composantes militaires et civiles de la MINUSMA, l'équipe pays des NU et les partenaires internationaux.

Pour plus d'informations :

Gabriel Gelin, Spécialiste de l'Information (section S&R) - gelin@un.org

- Le Gouvernement et les bailleurs se rencontrent sur la mise en œuvre du PSIRC
- Mopti : mission intégrée des Nations Unies à Bankass
- Fonds Fiduciaire : nouvelles contributions de l'Italie et du Danemark
- Tombouctou : réinsertion socio-économique de 110 femmes et filles de Ber (TF)
- Kidal : réhabilitation et Equipment du CSCOM d'Etambar (QIP)
- Nouveaux projets lancés dans les régions du nord

Chiffres clés

Projets à impact rapide (QIPs) : 222 projets finalisés et 102 en cours sur un budget de 11,9 millions USD (324 projets au total depuis 2013)

Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) : 5 projets démarrés en 2015 sur 18 mois et pour un budget de 12.106.353 USD (3 projets prolongés)

Fonds Fiduciaire (TF) : 44 projets finalisés et 49 projets en cours sur 93 projets approuvés pour un coût de 24.978.258 USD sur un budget de 31.330.367 USD (contributeurs : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO)

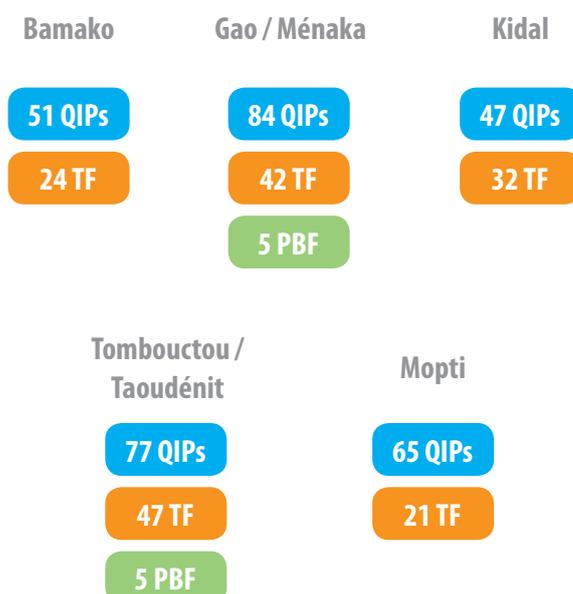


*Merci à tous les partenaires
Partenaires d'exécution, Institutions nationales, Société civile,
Bailleurs internationaux, Composantes MINUSMA sponsors.
Tous unis pour un Mali un et indivisible !*

Aperçu global depuis 2013

Nombre de projets par région

Au 30 juin 2017



Secteurs

QIPs Projets à impact rapide

Sécurité / Justice / Infrastructures publiques / Agriculture / Santé / Information publique / Education / Eau / Artisanat / Culture / Sports / Gestion de Conflit / Gestion des déchets / Droits de l'Homme

TF Fonds Fiduciaire

Pourparlers de paix / Elections / Sensibilisation / Genre / DDR / Cantonement / Etat de droit et justice / Retour de l'autorité de l'Etat / RSS / Sécurité / Electricité / Eau et Assainissement / Cohésion sociale

PBF Fonds pour la Consolidation de la Paix

Education / Appui socio-économique / Réintégration des Déplacés / Justice / Cantonement

Coordination des bailleurs et partenariats

1. Le 13 juin, les PTF ont été conviés à une **réunion d'échange avec le Ministre de la Sécurité et de la protection civile (MSPC) sur la mise en œuvre du Plan de Sécurisation intégré du centre du Mali (PSIRC)**. Cette réunion a vu la participation du Ministre de la Solidarité et de l'action humanitaire, du Ministre de l'économie numérique et de la communication ainsi que des Gouverneurs des régions de Mopti et de Ségou.

A cette occasion, une présentation des avancées de la mise en œuvre a été faite par le MSPC ainsi qu'un rappel du rôle central des commissions régionales établies à cet effet. L'appui des bailleurs est sollicité pour exécuter ce plan qui porte sur 3 cercles des deux régions de Ségou et Mopti. Le Ministre de la Sécurité a également souhaité que les PTF puissent travailler avec les deux Gouverneurs de régions pour appuyer les travaux des commissions de mise en œuvre du PSIRC et mieux coordonner les interventions. Les PTF ont donné des informations sur leurs programmes et projets menés dans les régions de Mopti et Ségou. Les deux ministres présents ont confirmé l'engagement de leurs ministères dans le soutien à ce plan. La MINUSMA a réitéré son appui à travers ses fonds et composantes sous la coordination de son Chef de Bureau Régional à Mopti, tout en rappelant la bonne coopération en place avec le Gouverneur.

2. Le 15 juin, s'est tenue la **Commission de Réhabilitation des Zones Post-Conflict (CRZPC)** sous la co-présidence de la MINUSMA et de la France, avec la participation des PTF et ONGs internationales. Ce fut l'occasion pour le Ministère de la Réconciliation Nationale de présenter sa nouvelle stratégie pour la Mission d'Appui à la Réconciliation Nationale (MARN). La MARN sera exécutée dans toutes les régions du pays, à commencer par celles du nord. Il est envisagé de faire une cartographie des interventions des PTF pour la réconciliation nationale.

Les partenaires ont aussi discuté du Nexus Humanitaire-Développement, une nouvelle façon de coordonner les interventions axées sur les synergies entre assistance humanitaire et développement. La CRZPC devrait jouer un rôle clé dans l'animation du Nexus du côté des PTF.

3. Le 14 Juin, une **mission conjointe sur le terrain** avec des agences des Nations Unies (OCHA, PAM, PNUD et FAO) et la MINUSMA a été effectuée à Bankass. Celle-ci a eu lieu dans le cadre l'approche intégrée, visant à promouvoir les synergies entre les entités onusiennes sur le terrain. L'Agence de Développement Régionale de Mopti et des partenaires régionaux ont accompagné cette mission. La délégation a rencontré le Préfet de cercle et organisé un atelier avec des représentants de la population locale pour identifier et valider de façon participative les besoins prioritaires des communautés du cercle de Bankass. Près de 60 participants ont assisté à cet atelier, dont les maires, les préfets et sous-préfets, les services technique, les représentants de la société civile, des femmes et de la jeunesse de Bankass. Au total, 37 projets prioritaires ont été identifiés dans les domaines du développement local, de l'eau, de l'hygiène et des infrastructures hydrauliques, de l'éducation, de la décentralisation et du désenclavement. Des points focaux ont aussi été désignés par les participants pour l'élaboration des notes conceptuelles dans les domaines identifiés. Dans une perspective proche, ces dernières vont se concrétiser en interventions à travers les QIPs, le Fonds Fiduciaire, le PBF et d'autres modalités, mettant à contribution les agences NU et sections de la MINUSMA.

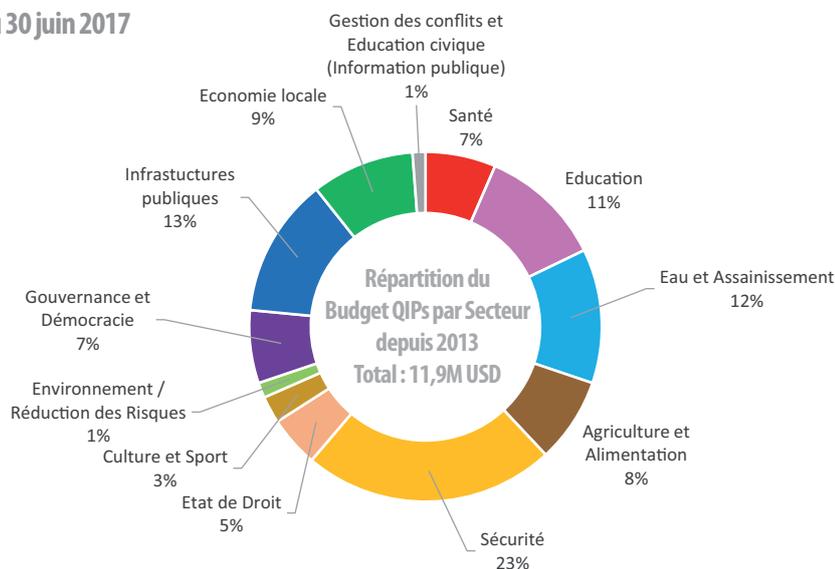
4. Les 21 et 22 juin, la MINUSMA a pris part à **la revue annuelle du Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable 2016-2018 (CREDD)**. Le CREDD est l'unique document de référence en tant que stratégie nationale de développement du Mali. L'atelier a enregistré la participation de nombreux membres du Gouvernement et de la communauté internationale. Selon le rapport de mise en œuvre sur la première année, la pauvreté continue d'affecter un Malien sur deux, soit 46,8% en 2016 (47,2% en 2015), en dépit de la croissance économique enregistrée en 2014, 2015 et 2016.

Financés par la MINUSMA, les Projets à Impact Rapide (ou *Quick Impact Projects - QIPs*) sont des microprojets communautaires. Ces projets sont d'un coût maximal de 50.000 dollars US et d'une durée de 6 mois maximum, dans les domaines de la réhabilitation des services et petites infrastructures publiques, la formation et

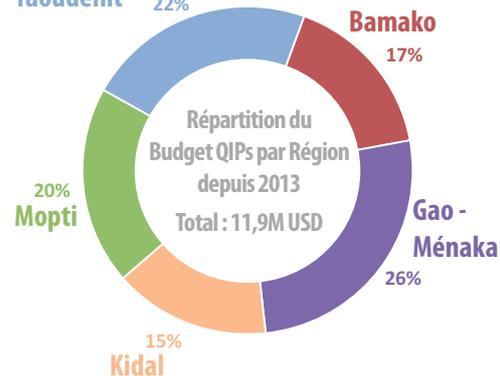
la sensibilisation, la création d'emplois et de revenu. Ils doivent avoir un effet à la fois rapide et durable répondant aux besoins prioritaires de la population et ont pour but d'établir un climat de confiance dans le processus de paix, la Mission et son mandat.

Ces projets bénéficient principalement aux régions du Nord et soutiennent les demandes provenant du gouvernement malien, des ONG internationales et nationales, des agences internationales et de la société civile. Tous les projets sont exécutés à travers des partenaires et entreprises locaux.

Au 30 juin 2017



Tombouctou - Taoudénit



Faits marquants du mois

1. Le **Centre Sigi Te Mogo Son**, qui signifie en Bambara : « On ne gagne rien en restant assis », porte bien son nom. Un samedi matin en plein cœur du mois de Ramadan, les membres de l'association située à Mopti s'activent, certains autour des barils de préparation du savon, d'autres appliquant les couches d'argile sur le tissu ocre pour en faire du bogolan; d'autres, encore, taillant le cuir pour en faire des chaussures. Grâce à un projet à impact rapide (QIPs) sponsorisé par la Division des droits de l'homme et de la protection de la MINUSMA à Mopti, le centre a pu se donner les outils pour continuer sa mission, et garantir à ses membres un travail et des revenus essentiels. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2v38IS9>
Photos : <http://bit.ly/2tFVbjQ> ▶



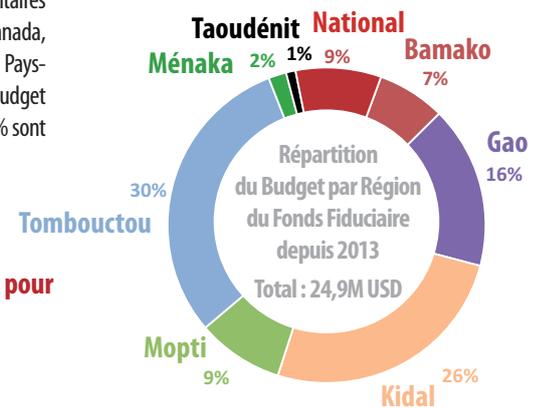
2. Le Chef du Bureau Régional de la MINUSMA à Gao a posé le 14 juin la première pierre du projet à impact rapide de **création d'un centre de teinture pour les femmes de Djidara**. Prévue pour durer quatre mois et financée à hauteur de 45.317,39 USD, cette initiative contribue au renforcement de la cohésion sociale, à travers l'amélioration des capacités de résilience économique des familles de Djidara. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2tZCpXb>

3. MINUSMA a procédé le 16 juin au lancement officiel de 2 QIPs d'appui à la réhabilitation et en équipement en matériels médicaux et non médicaux au profit du **Centre de Santé Communautaire d'Etambar** (région de Kidal). D'un coût global de 85.000 USD, ces projets sont financés par la MINUSMA, à travers sa Division des Affaires Civiles. Dans leur mise en œuvre, les deux projets créeront 10 emplois en complément des techniciens IEDA Relief, ONG partenaire, et profiteront directement aux 7.000 habitants de la localité. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2sWJw2X>

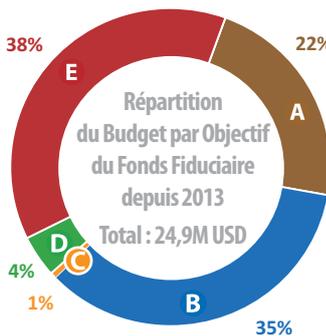
4. Le 23 juin, la MINUSMA a officiellement lancé le **QIP d'appui à la réinsertion socio-économique de 110 femmes et filles de Ber** (région de Tombouctou). Sponsorisé par la Division des droits de l'homme et de la protection pour un budget de 46.610,16 USD, le projet va relancer des activités génératrices de revenus dans le petit commerce, l'artisanat et la transformation de produits agricoles locaux en faveur des femmes les plus vulnérables. Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2vf4ckr>

Le Fonds Fiduciaire des Nations Unies en soutien à la Paix et la Sécurité au Mali a été créé à la demande du Conseil de Sécurité (Résolution 2085 (2012)). Les Etats Membres peuvent apporter des contributions libres d'affectation ou non au Fonds, qui vise à apporter un appui vital aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM), à assister le Gouvernement malien dans ses efforts pour assurer une paix durable, le retour de l'autorité de l'Etat et de l'ordre constitutionnel et à soutenir les cruciales interventions humanitaires et d'aide au développement concourant aux efforts à court et à long-terme de la communauté internationale pour résoudre la crise au Mali.

Ce fonds est soutenu par des contributions volontaires des bailleurs suivants : Allemagne, Australie, Canada, Danemark, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Turquie et UN DOCO. Le budget actuel du fonds avoisine 31,3 millions USD, dont 80% sont alloués aux projets existants.



E Efforts immédiats et à long-terme pour résoudre la crise au Mali



A Restauration de l'Ordre Constitutionnel, de l'unité nationale et appui aux élections

B Retour de l'autorité de l'Etat, Etat de Droit et DDR-RSS

D Equipement et appui logistique aux Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM)

C Renforcement des capacités des Forces de Sécurité Maliennes (FSM)

Au 30 juin 2017

Nouvelles contributions

1. Le 9 juin, l'Ambassade du **Danemark** à Bamako a signé un nouvel accord de contribution de 8,4 millions de dollars au Fonds Fiduciaire en Soutien à la Paix et la Sécurité au Mali. Cette nouvelle contribution financera des projets au profit des communautés affectées par le conflit dans le nord et le centre du Mali avec un accent sur la réduction des tensions inter et intra-communautaires.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2sGD9g8> ►

2. Le 13 juin, le RSSG et le Représentant Permanent de **l'Italie** aux Nations Unies ont signé un nouvel accord de contribution au Fonds Fiduciaire. Cette contribution de 545.000 USD est dédiée à l'amélioration des conditions sécuritaires au nord et à la prévention des menaces transfrontalières.

Pour plus d'informations : <http://bit.ly/2tZxp4U> ►



Projet récemment approuvé

1. Réhabilitation de la digue de protection contre les inondations autour de Tessalit (région de Kidal)

Ce projet a été développé suivant la mission menée par la Section DDR à Tessalit en novembre 2016 durant laquelle la population a fait part de ses inquiétudes

quant au risque d'inondations dû au mauvais état de la digue. Son extension et réhabilitation vont significativement améliorer la sécurité des communautés et de leurs biens tout en préservant les activités agricoles et en garantissant de meilleures conditions d'hygiène. Ce projet fait suite à la demande

de la Mairie de Tessalit et de la Direction Régionale du Génie Rural, et sera mis en œuvre par l'ONG AFORD.

Budget : environ 169.169 USD

Financé via la contribution du Danemark Sponsor MINUSMA : Section DDR à Kidal

Face à la crise politique, institutionnelle et sécuritaire qui a profondément déstabilisé le Mali depuis 2012, le Gouvernement malien et le Système des Nations Unies au Mali ont fait appel au Fonds PBF (pour *Peacebuilding Fund*) en vue de soutenir la consolidation de la paix et la réconciliation. Le Gouvernement du Mali a donc soumis une demande d'éligibilité au Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (*PBSO*) le 24 février 2014 qui a été approuvée par le Secrétaire-Général des Nations Unies le 2 avril 2014.

Dans ce contexte, l'intervention du programme PBF au Mali représente pour la première phase un budget cumulatif d'environ 12,4 millions USD dont 12,1 sont alloués à 5 projets menés par des agences onusiennes et la MINUSMA. Un Comité de Pilotage supervise l'ensemble du programme et rassemble le Gouvernement malien, la société civile, les Partenaires Techniques et Financiers et les Nations Unies. Les 0,3 millions USD restants sont alloués à la Cellule d'Appui du Comité de Pilotage. Les 5 projets sont réalisés entre janvier 2015 et juin 2016 et 3 d'entre eux (*) ont bénéficié d'une extension de janvier à mars 2017.

Au 30 février 2017



1

Projet d'éducation pour la consolidation de la paix au Nord du Mali (*) - UNICEF

L'agence et ses partenaires mettent en oeuvre une stratégie de scolarisation accélérée en vue d'un accès à l'éducation pour les enfants vulnérables déscolarisés et non scolarisés. Des espaces de dialogues communautaires inclusifs sont aussi instaurés pour une cohésion sociale à l'école, en famille et au sein de la communauté.



2

Appui au renforcement des capacités de résilience aux conflits des femmes et des jeunes dans les régions de Gao et Tombouctou (*)

PNUD, ONUDI

Ce projet conjoint porte sur l'accompagnement des processus de réconciliation nationale et de promotion du dialogue en créant des opportunités économiques en faveur des femmes vulnérables et des jeunes à risque.



3

Rétablissement de la confiance par l'appui au processus de cantonnement

UNOPS

Les opérations renforcent la confiance mutuelle entre les parties signataires de l'accord de paix et favorisent l'apaisement du climat sécuritaire. L'ancrage du processus de désarmement dans le pays passe notamment par le cantonnement des combattants. UNOPS est en charge de la construction et de la gestion de camps prévus à cet effet.



4

Solutions pour la réintégration durable et pacifique des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés rapatriés dans les régions de Gao et de Tombouctou - OIM, UNHCR

Ce projet consiste à fournir aux PDI et rapatriés un accès aux services sociaux de base et à renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés locales dans un climat de confiance accrue dans le processus de paix.



5

Programme d'amélioration de l'accès des femmes victimes de violences sexuelles et basées sur le genre à la justice et la sécurité dans le processus de consolidation de la paix au Mali (*)

ONU Femmes, UNFPA, MINUSMA

Les 2 agences et la Mission soutiennent les victimes de VBG en leur facilitant l'accès à la justice et à une prise en charge holistique. Le projet appuie également le renforcement de capacités des services de prise en charge ainsi que du système judiciaire en matière de VBG.

